



Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Distr. générale
28 avril 2021
Français
Original : anglais

Réunion des États parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Vingt-neuvième réunion

New York, 24 juin 2021

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Élection, conformément aux dispositions des paragraphes 1 à 5 de l'article 8
de la Convention, de neuf membres du Comité pour l'élimination
de la discrimination raciale pour remplacer ceux dont
le mandat viendra à expiration le 19 janvier 2022**

Élection de neuf membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale pour remplacer ceux dont le mandat viendra à expiration le 19 janvier 2022

Note du Secrétaire général

1. Conformément à l'article 8 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la vingt-neuvième réunion des États parties à la Convention se tiendra au siège de l'Organisation des Nations Unies le 24 juin 2021, en vue d'élire parmi une liste de candidats désignés par les États parties (sect. II) neuf membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale devant remplacer ceux dont le mandat expire le 19 janvier 2022 (sect. I). Neuf membres continueront de siéger au Comité jusqu'au 19 janvier 2024 (sect. III).

I. Membres du Comité dont le mandat expire le 19 janvier 2022

<i>Membres</i>	<i>Pays de nationalité</i>
M. Silvio José Albuquerque e Silva	Brésil
M. Noureddine Amir	Algérie
M. Marc Bossuyt	Belgique
M ^{me} Chinsung Chung	République de Corée
M. Bakari Sidiki Diaby	Côte d'Ivoire
M ^{me} Rita Izsák-Ndiaye	Hongrie
M ^{me} Ko Keiko	Japon
M. Gun Kut	Turquie
M. Yeung Kam John Yeung Sik Yuen	Maurice



II. Candidats désignés par les États parties

2. Conformément au paragraphe 3 de l'article 8 de la Convention, le Secrétaire général, par une note verbale datée du 21 décembre 2020, a invité les États parties à la Convention à présenter dans un délai de deux mois des candidatures pour l'élection de neuf membres du Comité. Les notices biographiques reçues avant le 21 février 2021 figurent en annexe au présent document.

3. On trouvera ci-après les noms des personnes dont la candidature a été présentée pour l'élection au Comité, ainsi que ceux des États parties qui les ont désignées, énumérés par ordre de réception des candidatures.

<i>Nom du candidat</i>	<i>Désigné par</i>
M. Bakari Sidiki Diaby	Côte d'Ivoire
M. Michał Balcerzak	Pologne
M. Gun Kut	Turquie
M ^{me} Chinsung Chung	République de Corée
M. Yeung Kam John Yeung Sik Yuen	Maurice
M ^{me} Rita Izsák-Ndiaye	Hongrie
M ^{me} Gay McDougall	États-Unis d'Amérique
M. Noureddine Amir	Algérie

III. Membres du Comité dont le mandat expire le 19 janvier 2024

<i>Membres</i>	<i>Pays de nationalité</i>
M ^{me} Sheikha Abdulla Ali Al-Misnad	Qatar
M. Ibrahima Guissé	Sénégal
M ^{me} Li Yanduan	Chine
M ^{me} Yemhelhe Mint Mohamed^a	Mauritanie
M. Mehrdad Payandeh	Allemagne
M ^{me} Verene Albertha Shepherd	Jamaïque
M ^{me} Stamatia Stavrinaki	Grèce
M ^{me} Faith Dikeledi Pansy Tlakula	Afrique du Sud
M. Eduardo Ernesto Vega Luna	Pérou

^a M^{me} Mohamed est décédée en novembre 2020. La Mauritanie a chargé l'un de ses nationaux de la remplacer jusqu'à la fin de son mandat. La candidature de l'intéressé a été soumise au Comité afin que celui-ci l'examine à sa 103^e session (19-30 avril 2021).

Annexe

Notices biographiques*

Bakari Sidiki Diaby (Côte d'Ivoire)

Date et lieu de naissance : 28 décembre 1976, Zahia S/P DALOA (Côte d'Ivoire)

Langues de travail : Anglais, espagnol et français

Fonctions et titres actuels : Bilan des activités menées en tant que membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (depuis 2018)

A participé activement à l'examen des rapports de 36 États parties

A assumé la fonction de rapporteur pour Andorre et le Cambodge

A été membre du Groupe de travail sur les mesures d'alerte rapide et la procédure d'action urgente

Encourage les États parties à être à jour dans la soumission de leur rapports

Soutient le renforcement des échanges entre les institutions nationales des droits de l'homme et le Comité

Œuvre à une plus grande participation de la société civile aux travaux du Comité.

Œuvre à une meilleure connaissance de l'action du Comité dans le cadre des activités qu'il mène en tant que maître de conférence invité à l'Université d'Angers (France) et au John Jay College of Criminal Justice, à New York (États-Unis d'Amérique)

Principales activités professionnelles :

Depuis octobre 2016

Secrétaire Permanent, Réseau des institutions nationales des droits de l'homme des pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine

- Coordonne les actions de promotion et de protection des institutions nationales des droits de l'homme
- Renforce les capacités des institutions nationales des droits de l'homme et harmonise les textes et les pratiques dans la sous-région

Depuis novembre 2011

Coordonnateur général (et membre fondateur) de la Coordination africaine des droits de l'homme pour les armées (CADHA)

- Définit la stratégie et supervise les activités de la CADHA
- Représente la CADHA dans le cadre de réunions de haut niveau avec les autorités étatiques, la communauté diplomatique, les organisations de la société civile et l'ONU

Juin 2013 – décembre 2018

Secrétaire exécutif adjoint, Commission nationale des droits de l'homme de la Côte d'Ivoire

- Responsable de l'animation et de la supervision de la sous-commission Coopération Projet
- Coordonnateur adjoint des 31 commissions régionales des droits de l'homme de la Côte d'Ivoire et coordonnateur national du mécanisme de suivi des cas de violations des droits de l'homme par les forces armées ivoiriennes

* Les notices biographiques ne sont pas revues par les services d'édition.

Avril 2017-avril 2019 et mars 2014-juin 2019

Enseignant associé, *École nationale d'administration (ENA) de la Côte d'Ivoire*

Enseignant associé, Département des sciences juridiques, *Université Nord-Sud, Abidjan (Côte d'Ivoire)*

- Chargé de cours sur le système national de protection des droits de l'homme, le système africain et le système universel de protection des droits de l'homme

Janvier 2013-juin 2016

Consultant sur l'albinisme, *Bien-être des albinos de Côte d'Ivoire : BEDACI*

- Responsable de la promotion et de la protection des personnes vivant avec l'albinisme, assistant de la principale organisation de défense des droits des personnes atteintes d'albinisme en Côte d'Ivoire.

Octobre 2002-juillet 2012

Juriste et consultant indépendant pour :

- La Commission africaine des droits de l'homme, concernant la loi relative aux défenseurs des droits de l'homme en Côte d'Ivoire (Gambie); le bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, sur la question de l'apatridie en Côte d'Ivoire et en Afrique de l'Ouest ; les missions de maintien de la paix en Afrique, avec la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec, à Montréal – UQAM (Canada).

Études :

2019-2020 : 4^e année de doctorat en droit, Université catholique de l'Afrique de l'Ouest, Abidjan (Côte d'Ivoire)

2018 : 2^e année de doctorat en droit, Université internationale de Catalogne (Espagne)

2012 : Master II en gestion des ressources humaines, Université du Maghreb en Côte d'Ivoire, Abidjan (Côte d'Ivoire)

2008 : Diplôme d'études supérieures spécialisées en droits de l'homme, Institut de la dignité et des droits humains du Centre de recherche et d'action pour la paix, Abidjan (Côte d'Ivoire)

2007 : Diplôme d'études approfondies en droit public fondamental, Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest, Abidjan (Côte d'Ivoire)

2005 : Maîtrise en santé publique, faculté des sciences pharmaceutiques et biologiques de l'Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

2002 : Maîtrise en droit public, Université de Bouaké (Côte d'Ivoire)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité :

Membre du jury du concours national de plaidoirie en droit international humanitaire organisé par le Comité international de la Croix Rouge (CICR)

Point focal Afrique de l'Ouest francophone du Groupe de travail Afrique de l'Action mondiale contre les atrocités de masse (GAAMAC)

Maître de conférences invité dans le cadre du cours sur la responsabilité de protéger de la Global Diplomacy Initiative de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

Michal Balcerzak (Pologne)**Date et lieu de naissance : 5 septembre 1979, Sieradz (Pologne)****Langues de travail : Anglais, français et polonais (langue maternelle)****Fonctions et titres actuels :**

Professeur à l'Université Nicolaus Copernicus, Toruń (Pologne), faculté de droit, département des droits de l'homme

Principales activités professionnelles :

Recherche et enseignement universitaire dans le domaine de la protection internationale relative aux droits de l'homme et du droit international public

Pratique du droit en tant qu'avocat spécialisé dans les droits de l'homme et les libertés fondamentales

Études :

Habilitation (post-doctorat) en droit international public, Université Nicolaus Copernicus, Toruń (Pologne) (2014)

Doctorat en droit, faculté de droit, Université Nicolaus Copernicus, Toruń (Pologne) (2007)

Diplôme de l'Académie de droit européen (section des droits de l'homme), Institut universitaire européen, Florence (2007)

Diplôme de l'Institut international des droits de l'homme, Strasbourg (2004)

Maîtrise en droit, Université Nicolaus Copernicus, Toruń (Pologne) (2003)

Autres activités principales dans les domaines intéressant le Comité :

Membre (2014-2021) et président (2018-2019) du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine (procédure spéciale du Conseil des droits de l'homme)

Membre de la commission consultative juridique du Ministère des affaires étrangères (depuis 2017).

Membre permanent de l'Association de droit international et membre du Comité de l'Association des droits de l'homme en situation d'urgence (depuis 2017)

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné :

Uses and Underuses of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination at the International Court of Justice, "Polish Yearbook of International Law" 2018, vol. XXXVIII, p. 11 à 27.

Preserving the effectiveness of UNCLOS despite a party's non-appearance? Some remarks on the Arctic Sunrise Arbitration (Netherlands v. Russia) in the context of human rights protection, "Wroclaw Review of Law, Administration and Economics" 2018, vol. 8, n° 2, p. 172 à 187.

La responsabilité des États parties à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, vue sous l'angle du droit international [en polonais], Toruń 2013, p. 345.

Gun Kut (Turquie)

Date et lieu de naissance : 4 mars 1957, Istanbul

Langues de travail : anglais, français et turc (langue maternelle)

Fonctions et titres actuels :

Depuis 1996 : professeur associé à la faculté des sciences politiques et des relations internationales de l'Université Bogazici, Istanbul

1996-2017 : membre désigné par la Turquie de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) du Conseil de l'Europe

2010-2021 : membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

Principales activités professionnelles :

Chargé de cours dans le domaine des relations internationales, en particulier en ce qui concerne les mécanismes internationaux chargés de la protection des droits de l'homme

Directeur de travaux de recherche, de thèses et d'activités connexes à l'Université

Fonctions administratives liées à l'Université

Études :

Lycée de Galatasaray (1976) (baccalauréat)

Université Bogazici (1981) (licence en sciences politiques)

Université d'État de New York à Binghamton (1985) (maîtrise en sciences politiques)

Université d'État de New York à Binghamton (1985) (doctorat en sciences politiques)

Autres activités principales dans les domaines intéressant le Comité :

Rapporteur chargé de plusieurs rapports de pays dans le cadre des activités de suivi de l'ECRI

Membre de plusieurs groupes de travail permanents ou spéciaux chargés des relations de l'ECRI avec la société civile en Europe et de l'élaboration de projets de recommandations concernant le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance qui y est associée dans les États membres du Conseil de l'Europe

Préparation, en tant qu'organisateur ou intervenant, de plusieurs manifestations publiques (conférences, colloques, tables rondes, réunions avec les médias) sur la lutte contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance qui y est associée en Turquie et dans d'autres États membres du Conseil de l'Europe ; activités et responsabilités au sein du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

Publications les plus récentes du candidat dans le domaine concerné :

Contribution à la rédaction d'un certain nombre de rapports, de recommandations et de déclarations de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (voir liste publiée sur le site Web de l'ECRI, à l'adresse <https://www.coe.int/fr/ecrit>) et du Comité

Séminaires et conférences universitaires sur les efforts déployés par les organismes internationaux dans le domaine de la lutte contre la discrimination, à titre d'appui aux activités de la société civile

Chinsung Chung (République de Corée)

Date et lieu de naissance : 28 juillet 1953, Séoul

Langues de travail : anglais, coréen et japonais

Fonction et titre actuels :

Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (2018-2022)

Professeure émérite à la Faculté de sociologie de l'Université de Séoul (depuis 2018)

Membre du comité consultatif du Ministère des affaires étrangères de la République de Corée (depuis 2018)

Membre du comité consultatif de la Commission nationale des droits de l'homme de la République de Corée (depuis 2014)

Présidente du Korea Center for United Nations Human Rights Policy (ONG) (depuis 2005)

Principales activités professionnelles :

Présidente de l'Association coréenne pour les études dans le domaine des droits de l'homme (2017-2018)

Présidente de l'Association coréenne de sociologie (2013)

Présidente de l'Association coréenne d'études féminines (2012)

Membre de plusieurs conseils d'administration, Université nationale de Séoul (2018-2020)

Membre de la Commission présidentielle pour la cohésion nationale (2013-2014)

Membre de la Commission présidentielle pour la cohésion sociale (2009-2010)

Présidente du comité consultatif de la Fondation pour le genre, les droits de l'homme et la paix, Ministère de l'égalité des sexes (2019-2020)

Présidente du Comité consultatif du Ministère de la justice chargé des politiques en faveur des femmes et des enfants (2010-2011)

Membre de la Commission mixte de recherche historique nippono-coréenne (2007-2010)

Conseillère auprès de l'Organisation des victimes de Nokeunri pendant la guerre de Corée, cabinet du Premier Ministre (1999-2000).

Études :

Chercheuse invitée au Weatherhead Center for International Affairs de l'Université Harvard (2002-2003)

Professeure, Université nationale de Séoul (1996-2018)

Doctorat en sociologie de l'Université de Chicago (États-Unis d'Amérique) (1978-1984)

Maîtrise de la faculté de sociologie de l'Université nationale de Séoul (1976-1978)

Licence de la faculté de sociologie de l'Université nationale de Séoul (1972-1976)

Autres activités principales dans les domaines intéressant le Comité :

Activités au sein du Comité : Rapporteuse pour le Monténégro et la Palestine

Activités au sein du Comité : Animatrice des débats du Groupe de travail sur les mesures d'alerte rapide et la procédure d'action urgente

Activités au sein du Comité : Coordonnatrice pour l'Examen de 2020

Activités au sein du CERD : Membre du groupe de travail sur la COVID-19

Activités au sein du CERD : Membre de la commission spéciale de conciliation entre le Qatar et le Royaume d'Arabie Saoudite.

Directrice du Centre des droits de l'homme de l'Université nationale de Séoul (2012-2015)

Membre du Groupe de travail des communications (ONU) (2012-2013)

Vice-Présidente du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme de l'ONU (2009-2010)

Membre du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme (2008-2013)

Rapporteuse spéciale sur la discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme (2005-2007)

Publications les plus récentes dans le domaine concerné :

Étude du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme sur la façon dont une meilleure compréhension des valeurs traditionnelles de l'humanité peut contribuer à la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales (A/HRC/22/71) (établi en qualité de rapporteuse) (2012)

« Social Attitudes to Cross-Border Marriages in Korea and Taiwan », dans *Development and Society* 45(2), p. 327 à 352 (en collaboration avec Keuntae Kim) (2016)

« The necessity of a human rights approach and effective United Nations mechanism for the human rights of the older person », (A/HRC/AC/4/CRP.1), document de travail du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme (2010)

« Marriage migration in Southeast and East Asia revisited through a migration-development nexus lens » *Critical Asian Studies*. vol. 48, point 4 : « Rethinking Marriage Migration in Asia : Development, Gender and Transnationalism », première partie, p. 463 à 472 (en collaboration avec KeunTae Kim et Nicola Piper) (2016)

L'ONU et la formation des normes internationales en matière de droits de l'homme (2019)

Yeung Kam John Yeung Sik Yuen (Maurice)

Date de naissance : 1^{er} janvier 1947

Langues de travail : anglais et français

Fonctions et titres actuels :

Vice-Président du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

Président du Groupe de travail des communications du Comité

Membre de la commission de conciliation entre le Qatar et le Royaume d'Arabie saoudite

Directeur de BYSY Chambers, 9, Dauphine Street, Port Louis (Maurice)

Consultant, arbitre et médiateur dans le domaine juridique

Principales activités professionnelles :

Ancien Président de la Cour suprême de Maurice (41 ans au service du droit et de la justice). A occupé des postes à tous les échelons de l'appareil judiciaire à Maurice, en particulier celui de Président de la Cour suprême [2007 à 2013]. A mené des réformes approfondies du système judiciaire mauricien en réduisant la durée des procédures concernant les affaires criminelles les plus graves (cour d'assises). A introduit la médiation dans le système judiciaire sans que cela entraîne des frais supplémentaires pour les parties civiles. A reçu de nombreuses décorations et distinctions, à savoir : i) Médaille du Grand Officier de l'Ordre de l'étoile et de la clef de l'Océan indien (G.O.S.K) ; ii) Liberté d'honneur de la ville de Port-Louis ; iii) Liberté d'honneur de la ville de Curepipe ; iv) Doyen honoraire de l'Honorable Society of the Middle Temple ; v) Doyen honoraire de l'Honorable Society of Lincoln's Inn ; vi) Prix de l'avocat émérite décerné par le World Jurist (États-Unis d'Amérique) ; vii) Prix Gusi pour la paix 2012 (Philippines) ; viii) Prix international des juristes 2013 (Inde).

Profondément intéressé par toutes les questions se rapportant aux droits de l'homme, j'ai été membre des organes suivants : i) la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme [1998-2002] ; ii) la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples [de 2007 à mai 2020] ; iii) le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (depuis 2013).

Études :

Études secondaires au St Joseph's College, à Maurice, établissement dirigé par les frères lasalliens. Baccalauréat option anglais, français et latin

Licence en droit avec mention de l'Université de Leeds (1966-1969)

Diplôme du barreau du Conseil de l'enseignement juridique et admission au barreau de Lincoln's Inn, à Londres (1970)

Études de droit civil français à l'Université de Paris II (Panthéon) (1970-1972)

Autres activités principales dans les domaines intéressant le Comité :

Auteur du document de travail intitulé « Problèmes relatifs aux droits de l'homme des Roms et mesures de protection en leur faveur » (E/CN.4/Sub.2/2000/28).

Auteur du document de travail intitulé « Droits de l'homme et armes de destruction massive ou de nature à causer des blessures ou des maux superflus et frappant sans discrimination » (E/CN.4/Sub.2/2002/38) et responsable du suivi de la mise en œuvre de ce document en 2003.

Ancien Président du Groupe de travail sur les droits des personnes âgées et des personnes handicapées de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP), qui a établi deux projets de protocole sur les droits de ces personnes pendant mon mandat. Les deux protocoles doivent encore être ratifiés par 15 États parties à la Charte africaine pour entrer en vigueur.

A assumé de multiples reprises la fonction de rapporteur du Comité chargé des rapports de divers États parties.

Depuis mon élection, je participe assidûment aux séances du Groupe de travail des communications du Comité, dont je suis l'actuel Président.

Publications les plus récentes dans le domaine concerné :

Voir les documents de travail susmentionnés sur les Roms et sur les armes de destruction massive.

Allocution inaugurale prononcée à l'occasion de la Journée du droit, le 4 mars 2013, sur le thème « Démocratie et état de droit »

Débats avec des ONG et des agents de l'administration publique mauricienne sur les considérations relatives aux droits de l'homme dans l'administration de la justice, dans le cadre d'un séminaire organisé par le Ministère des droits de l'homme le 29 octobre 2020.

Rita Izsák-Ndiaye (Hongrie)

Date et lieu de naissance : 7 août 1980, à Szekszárd (Hongrie)

Langues de travail : anglais, français et hongrois (langue maternelle)

Fonctions et titres actuels :

Membre/Rapporteuse du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (2018-2022)

Consultante, Conseillère principale pour les droits de l'homme de l'Envoyé du Secrétaire général des Nations Unies pour la jeunesse

Principales activités professionnelles :

Participation à des webinaires, des conférences et des colloques internationaux en tant qu'oratrice principale (exposés et discours liminaires).

(Coalition internationale des sites de conscience : « Documentation transformative : nouvelles approches des initiatives communautaires en matière de documentation » (oratrice principale), Amnesty International : « Décoder la discrimination raciale fondée sur l'emploi et l'ascendance » (oratrice), Université d'Europe centrale/Université Harvard: « Les Roms en temps de pandémie » (présidente), Coalition internationale des sites de conscience : « Les femmes et la COVID-19 » (oratrice), Action mondiale contre la prévention des atrocités de masse : réunions régulières du Groupe de travail africain (membre), Amnesty International : #NextStrategy (oratrice), etc.)

Activités en tant que consultante sur la question de la protection des jeunes dans l'espace civique : travaux de recherche et établissement d'un rapport complet comprenant des lignes directrices et des recommandations en vue de la mise en place de mécanismes de protection plus systématiques, durables et adaptés à l'âge et au genre.

Mentorat : encadrement de jeunes femmes népalaises visant à faciliter leur accès aux postes de responsabilité dans l'administration publique

Rédaction d'articles, interventions dans les médias, participation à des interviews

Études :

Maîtrise en droit de l'Université catholique Péter Pázmány, Hongrie (1999-2004)

Stage Robert Schuman au Parlement européen, Bruxelles, 2008

Bénéficiaire du programme de bourses pour les personnes issues de minorités, HCDH, Genève, 2006

Stage : Commission européenne, Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances, Bruxelles, 2006

Participation au programme international de formation aux droits humains de l'ONG Equitas, Montréal (2003)

Autres activités principales dans les domaines intéressant le Comité :

Conseil et accompagnement d'organisations diverses :

Coalition internationale des sites de conscience, Conseil de direction des femmes (New York) : membre

International Dalit Solidarity Network (Copenhague) : ambassadrice

Centre mondial pour la responsabilité de protéger (New York) : membre du conseil consultatif

Kona Connect (Berne) : conseillère

Publications les plus récentes dans le domaine concerné :

Article faisant partie de l'ouvrage collectif « A day in a Life of Women Peacebuilders in the Time of COVID », publié par Democracy Today (2020)

« Expert Voices on Atrocity Prevention », série de podcasts du Centre mondial pour la responsabilité de protéger, entretien dans le premier épisode (disponible sur Spotify, SoundCloud, YouTube, Apple Podcast), 2020.

« The Struggle to Eliminate Racial Discrimination », essai publié dans le magazine « The Colour Line » de l'United Nations Association of Great Britain and Northern Ireland (2018)

M. Gay McDougall (États-Unis d'Amérique)

Date et lieu de naissance : 13 août 1947 à Atlanta (Géorgie)

Langue de travail : anglais

Fonctions et titres actuels :

Chercheuse résidente au Centre Leitner sur le droit international et la justice, faculté de droit de l'Université de Fordham

Principales activités professionnelles :

Experte indépendante sur les questions relatives aux minorités (2005-2011)

Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (1998-2001) (2015-2019, Vice-Présidente)

Directrice exécutive, Global Rights (1994-2006)

Directrice, projet pour l'Afrique du Sud du Lawyers' Committee for Civil Rights under Law (1980-1994)

Études :

Maîtrise de droit, London School of Economics and Political Science Londres, Angleterre. Spécialisation : droit international public (1978)

Doctorat en droit, faculté de droit de Yale, New Haven, Connecticut (1972)

Bachelor of Arts, Bennington College, Bennington, Vermont (1969)

Autres activités principales dans les domaines intéressant le Comité :

Professeure émérite invitée (droit international), Faculté de droit de Fordham (2013)

Professeure invitée (droits de l'homme), faculté de droit de l'Université de Georgetown (2011-2012)

Présidente du Forum des Nations Unies sur les questions relatives aux minorités (2007-2011)

Chercheuse résidente à la faculté de droit de Washington de l'American University (2006-2008)

Membre de la Commission électorale indépendante d'Afrique du Sud (1994)

Membre (suppléante) de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme (1997-2000)

Rapporteuse spéciale sur le viol systématique, l'esclavage sexuel et les pratiques analogues à l'esclavage en période de conflit armé (1995-1999).

Publications les plus récentes dans le domaine concerné :

« Roma in Europe : Racism is Alive and Well », *Edinburgh Journal*, 22 novembre 2008

« Minorities, Poverty and the Millenium Development Goals: Assessing Global Issues », dans *l'International Journal on Minority and Group Rights*, n° 14, p. 333 (2007)

« Decade of Human Rights Struggles », dans *Human Rights Brief*, n° 11, p. 12 (printemps 2004).

Nourredine Amir (Algérie)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 5 décembre 1940, à Tunis

Langues de travail : arabe, anglais, français et espagnol

Fonctions et titres actuels :

Membre du Conseil algérien des droits de l'homme

Expert international, membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (ONU)

Principales activités professionnelles :

Diplomate chargé des relations internationales

Professeur de droit international

Chargé de constituer des commissions de conciliation entre l'Arabie saoudite et le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, Palestine et Israël, j'ai participé à l'ensemble des sessions du Comité ainsi qu'aux travaux de l'Assemblée générale des Nations Unies, en tant que représentant des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme de l'ONU, et j'ai rencontré le Secrétaire général de l'ONU.

Études :

Licence en Sociologie (1980, Alger).

Certificat de littérature générale (propédeutique), Université d'Alger

Certificat d'études hispano-américaines (minorités culturelles), Université d'Alger.

Licence en sociologie (notamment en analyse critique du fonctionnement des théories contemporaines et du changement social)

Doctorat en sciences politiques après deux D. E.A., le premier sur les relations internationales et le second sur les politiques de défense (Paris I Sorbonne, directrice de thèse : M^{me} Hélène Carrère d'Encausse, soviétologue et membre de l'Académie française).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité :

Membre du Comité depuis 2002, j'ai pris part à de nombreuses réunions, conférences et colloques sur la lutte contre la discrimination raciale.

Publications les plus récentes dans le domaine concerné :

2017 : atelier à l'Institut Planck (Luxembourg) sur les processus décisionnels relatifs aux traités internationaux.

2017 : Communication sur les instruments internationaux propres aux États membres de la Ligue des États arabes (Le Caire).

2017 : Communication à la Commission européenne des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme dans le monde.